

## **Une campagne qui part par la droite toute et au bénéfice des Conservateurs qui se démarquent pendant que les Solidaires s'enfargent**

Comme on pouvait le prévoir, les enjeux du climat et de la biodiversité sont loin d'avoir été les préoccupations majeures du discours politique de cette première semaine de la campagne électorale québécoise. Et pourtant [les énergies fossiles n'ont jamais été tant subventionnées](#) et [la forêt amazonienne tant brûlée](#). S'est plutôt pointé l'enjeu béni de la droite soit celui de la sécurité qui, comme ce train qui en cache un autre, sert de voile, pourrait-on dire, à celui du racisme. Est-ce en effet un hasard si les deux député-e-s pris-e-s à parti bien que né-e-s au Québec sont d'origines marocaine et italienne et que leur cheffe est d'origine haïtienne bien qu'aussi née au Québec ? Est-ce un hasard que le parti Libéral soit le moins pur laine des partis en présence et dirigée par une femme racisée ? Est-ce anecdotique que plusieurs députés de la CAQ aient tenté de faire diversion en jouant à la victime pour beaucoup moins grave. Et que dire du débat à double sens sur la sécurité à Montréal qui a connu bien pire du temps de la guerre des motards ?

On se serait attendu à ce que seul le parti de gauche fasse le lien sécurité-racisme et que sur cette base dénonce la tendance semi-fasciste du parti Conservateur, le fac-similé pro « convoi de la liberté » de ce que sera sans doute le parti Conservateur fédéral de Pierre Poilievre, lui-même le pendant *canadian* du trumpisme que le très modéré président Biden vient de caractériser comme semi-fasciste. Dans le sillage de cette dénonciation il aurait été séant de rappeler le refus caquiste de reconnaître le racisme systémique, la charte des valeurs du PQ portée alors par le candidat aujourd'hui caquiste Drainville et le refus des Libéraux de Couillard de mettre sur pied une enquête publique sur le racisme en faveur d'une consultation qui s'est terminée en [une tournée d'écoute](#). Et pourquoi ne pas réclamer cette enquête publique sur le racisme ?

### **La violence réactionnaire, un fait divers il y a 10 ans, imprègne aujourd'hui la politique**

Comme encore une fois par hasard, ces événements surviennent au moment du dixième anniversaire de l'attentat contre Pauline Marois qui venait d'être élue Première ministre. [Aujourd'hui, Mme Marois](#) a « *un certain regret de ne pas l'avoir davantage dénoncé, et surtout nommé. C'était clairement un attentat politique, contre la démocratie, contre les souverainistes et contre moi. [...] le tireur se voulait le bras armé des Anglo-Québécois, et Mme Marois ne voulait pas "exacerber les relations avec la communauté anglophone"* ». La même erreur se répète mais cette fois-ci à l'avantage du parti Conservateur sauf l'heureuse exception de la députée de St-Laurent qui, fortement menacée, n'a pas craint d'appeler par son nom l'idéologique et politique fauteur de troubles. Mais les chefs de parti, Québec solidaire compris, se contentent de déplorer la situation sans plus, alors qu'il faut nommer et dénoncer tout en expliquant.

A-t-on réalisé qu'après la facile réélection du très droitiste parti Conservateur ontarien commence une séquence électorale annonciatrice de possibles victoires de la droite extrême.

Ce 10 septembre, le crypto-fasciste Poilievre deviendra-t-il le chef du parti Conservateur canadien et chef de l'opposition comme on s'y attend alors que les Libéraux fédéraux au gouvernement manquent sérieusement de souffle ? Le 25 septembre, la coalition droitière dont le parti héritier du fascisme mussolinien sera-t-il le gouvernement de l'Italie comme le prédisent les sondages ? Par contre, l'élection brésilienne du 2 octobre, suivi d'un possible deuxième tour le 30 octobre, grâce à une importante [mobilisation populaire](#), devrait voir la défaite du fascisant Bolsonaro à moins d'un improbable coup d'État. Le 3 octobre, toujours anticipé par les derniers sondages, le parti Conservateur québécois fera-t-il une percée sur fond d'un retour au gouvernement de la CAQ qui y verra l'occasion de tenter d'écraser le Front commun en formation dans le cadre d'un virage vers le privé ? Last but not least, les élections étasuniennes de mi-mandat du 8 novembre donneront-elles le contrôle du Congrès au trumpiste parti Républicain malgré l'actuel sursaut Démocrate ? La séquence s'ouvre sur le référendum constitutionnel chilien de ce jour (4 septembre) dont la défaite annoncée signifierait une revanche de la droite extrême battue à la récente élection présidentielle.

### **Les Conservateurs privatisent avec la CAQ dans leur sillage pendant que les Solidaires virevoltent**

On ne peut que constater que le parti Conservateur sait se démarquer que ce soit par rapport à des enjeux spécifiques comme le malfamé « troisième lien » ou des enjeux posés par l'évolution de la conjoncture comme le retour de GNL-Québec ou par rapport à des enjeux de fond comme la privatisation de la santé et tutti quanti dont la SAQ. Il faut remarquer la très proche parenté avec la CAQ soi-disant pragmatiste mais attirée dans son orbite. Il n'y a que le libertarisme Conservateur no-vax et je-m'en-fous-de-la-réduction-de-GES qui l'oblige à demeurer discret sur la question de l'immigration coïncé qu'il est entre l'ouverture pro-patronale et l'identitarisme populaire entretenu par la CAQ. Mais voilà que les Solidaires, au nom de la centaine de travailleurs impliqués qu'il serait facile de recycler dans la mise à niveau écologique des bâtiments, suivent le courant droitier en déclarant [qu'ils « accompagneront » la très polluante cimenterie McInnis](#) alors que celle-ci ne peut faire autrement, de par sa technologie, que d'émettre des tas de GES. Québec solidaire se rend-t-il compte qu'à accompagner toutes les entreprises polluantes, il n'en resterait pas beaucoup pour les dépenses sociales ?

Pourtant Québec solidaire tâche de se démarquer à gauche en promouvant les CLSC comme points d'entrée dans le système au lieu que ce soient les cliniques de médecine privée sans cependant prôner la salarisation des médecins ce qui paralyserait ce virage. À l'engouement de leurs rétrogrades baisses d'impôts, [une « promesse irresponsable » disent les centrales syndicales](#), auxquelles se joignant les Libéraux, les Solidaires répondent par une baisse de la taxe de vente sans doute plus progressiste mais qui ne favorise pas moins les consommateurs riches aux dépens des plus pauvres malgré leur plus grande propension consommatrice, et surtout qui prive les dépenses sociales de quelques milliards \$ par an. Enfin, Québec solidaire annonce qu'il va se démarquer de la CAQ sur la question de l'immigration en s'opposant à celle temporaire pour plutôt hausser — de combien, on le saura bientôt — celle permanente au-delà du seuil caquiste mais pour l'instant sans mettre de l'avant de mesures pour empêcher leur exploitation

dans les secteurs où elle est concentrée à commencer par l'indexation au coût de la vie des salaires et prestations.

### **Le manque de courage politique mène aux demi-mesures et aux tactiques petites-politiciennes**

Pour la Ville de Québec, les Solidaires étalent leur plan de transport collectif qui est loin cependant du « *gigantesque chantier de transport collectif pour permettre à tous les Québécois d'abandonner leur voiture s'ils le désirent d'ici quelques années* » affirmé lors d'une [entrevue de la Presse](#) et tout en demeurant coi à propos de la (demi)-gratuité, ce qui est pourtant un important point de démarcation face à la droite. Pourquoi ne pas citer l'exemple réussi de la ville française de Dunkerke (voir annexe). Le démagogue ex-péquistes et candidat caquiste de Lévi s'est empressé de combler la brèche. Son intervention a paru d'autant plus pertinente que Québec solidaire ne réclame pas la fin de la vente de véhicules privés électriques, comme ceux à essence, d'ici 2030 ni non plus ne dénonce leur subvention à l'achat malgré qu'ils soient le fer de lance du nouvel extractivisme minier, [contre lequel se mobilise la population rurale de l'Outaouais](#), et cause le même étalement urbain.

Le refus d'aborder franchement, courageusement et à temps l'enjeu des véhicules électriques privés vient hanter les Solidaires quand vient le moment de tirer les marrons du feu. Aux journalistes qui s'interrogeaient sur le tracé et l'étendue de services rapides par bus (SRB) prévus, les porte-parole ont invoqué [la responsabilité des villes de Québec et de Lévi](#) à cet égard, au nom de la non-ingérence. Belle pirouette petite-politicienne pour ne pas aborder la nécessaire restriction de la circulation automobile car le seul tracé possible des SRB, sauf exception, est le réseau routier. Il y a belle lurette qu'il fallait dénoncer « l'auto solo » et expliquer que la solution n'est pas de superposer au réseau routier un système dispendieux et long à construire de transport collectif sous terre ou dans les airs mais de se débarrasser de tous les véhicules privés en faveur d'un système de transport en commun gratuit, fréquent, électrique, confortable et adapté sur l'ensemble du réseau routier jusqu'au moindre village et dans les moindres coins des quartiers les plus excentriques.

Voilà où mène le manque de courage politique qui permet aux Libéraux et au PQ, qui n'ont plus rien à perdre à marteler un discours de gauche complètement déconnecté de leur ex politiques gouvernementales réellement existantes, d'enligner des promesses électorales semblables à celles Solidaires sur maints sujets.

&&&&&&&

### **Annexe : Dunkerke, un exemple réussi de gratuité du transport en commun**

Après vérification auprès de plusieurs autres sources, l'article ci-après synthétise fort à propos l'exemple le plus réussi de gratuité complète du transport public sur un territoire donné en vigueur depuis au moins 2020 de sorte à pouvoir en avoir une évaluation au moins à court terme :

### ***Dunkerque, là où les bus gratuits ont été un succès***

*En septembre 2018, la ville française de Dunkerque est devenue la plus grande métropole européenne à disposer d'un réseau de bus entièrement gratuit pour ses 200 000 habitants et visiteurs.*

*Dunkerque avait déjà expérimenté le concept de transports en commun gratuits en 2015 lorsque la ville a lancé un essai - des trajets en bus gratuits le week-end et les jours fériés.*

*Les objectifs affichés étaient de contribuer à lutter contre l'exclusion sociale, de rendre les déplacements plus abordables et d'offrir plus de mobilité aux habitants d'une ville où plus d'un quart des ménages ne possédaient pas de voiture.*

*Malgré le faible parc automobile, les deux tiers des déplacements à Dunkerque se faisaient encore en voiture. Mais avant de mettre en œuvre la mesure, le conseil s'est concentré sur l'amélioration du service et l'extension des lignes de bus.*

*Les bus ont eu la priorité aux intersections et chaque ligne a commencé à fonctionner à des intervalles de 10 minutes, avec des correspondances avec d'autres services de bus.*

*Le nombre de lignes est passé de dix à 17, et la flotte est passée de 100 à 140 bus, dont des véhicules plus verts alimentés au gaz naturel et offrant une connexion WiFi.*

*Avant la refonte, les bus étaient souvent presque vides.*

*Les recherches montrent que le passage aux transports publics gratuits a redonné vie à la ville et que les bus sont désormais considérés comme faisant partie de « l'espace public ».*

*Le nombre de passagers a augmenté de 60 % en semaine et a doublé le week-end. Plusieurs semaines après l'introduction du programme, certaines liaisons ont enregistré une augmentation de 50 % du nombre de passagers et d'autres de 85 %.*

*L'augmentation provient à la fois des nouveaux utilisateurs et des utilisateurs actuels. Parmi les nouveaux utilisateurs, 48 % ont déclaré utiliser régulièrement les transports en commun au lieu de leur voiture. Dix pour cent ont déclaré ne plus posséder de voiture ou avoir décidé de ne pas en acheter une nouvelle.*

*La plus grande contribution aux résultats positifs est venue des personnes vivant au cœur de la communauté et bien desservies par le réseau d'autobus.*

*Outre les économies réalisées sur les tarifs de bus, 40 % des personnes interrogées ont cité l'efficacité et la fiabilité accrues du réseau comme raison d'utiliser plus souvent les transports publics.*

*Les résultats positifs ont été en partie attribués au fait que Dunkerque est une ville relativement petite où un tel projet était plus facile à mettre en œuvre que dans les grandes villes.*

*À Dunkerque, le nombre de passagers a augmenté de manière significative après la gratuité des bus et le réseau plus efficace.*

*(Giulia Magri, [Government spending millions, but does free public transport work?](#), Times of Malta, 18/10/21)*

Le succès de Dunkerque démontre que la réussite de la gratuité se conjugue avec deux mesures phares soit l'universalité non seulement aux personnes résidentes mais aussi à celles non-résidentes et des investissements préalables y compris pour la fréquence et pour des mesures de priorisation du transport public sur la circulation automobile. La gratuité forme un bloc de revendications avec l'augmentation des fréquences, des trajets dont le réseautage en toile d'araignée sans faire du centre-ville le pivot de convergence, de la rapidité ce qui signifie des

voies réservées sans autos solo, et du confort. La gratuité universelle et complète (Free Transit) est cependant le fer de lance mobilisateur de ce paquet de mesures.

**Marc Bonhomme, 4 septembre 2022**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)